

OBJET : COTE D'IVOIRE: L'ATTITUDE DISCRETE DE LA PRESSE  
MALIENNE.

RESUME : REFLET DE SA CLASSE POLITIQUE, LA PRESSE MALIENNE SE  
MONTRE DISCRETE DANS SON TRAITEMENT DE LA CRISE IVOIRIENNE. CETTE  
ATTITUDE PRUDENTE EST SANS DOUTE GUIDEE PAR LE SOUCI DE NE PAS  
EXPOSER LE PAYS AUX RISQUES D'UNE EXTENSION REGIONALE DE LA CRISE.

X X X

VOISINE DIRECTE DU MALI ET LONGTEMPS MOTEUR DE L'ECONOMIE  
SOUS-REGIONALE, LA COTE D'IVOIRE, AVEC SON ACCES A LA MER, A TOUJOURS  
ATTIRE LES MALIENS QUI, MALGRE LA CRISE ET LA XENOPHOBIE DONT ILS ONT  
ETE LES VICTIMES, SONT ENCORE ENVIRON 1,5 MILLIONS A VIVRE DANS CE  
PAYS.

TOUS CES FACTEURS VOUDRAIENT QUE, LOGIQUEMENT, LA CRISE QUI  
SE PROLONGE, SOIT SUIVIE ATTENTIVEMENT ET COMMENTEE PAR LES MEDIAS  
LOCAUX.

=== UNE DISCRETION SURPRENANTE DE LA PRESSE ===

SEULE UNE PUBLICATION DE FAIBLE TIRAGE, 'LE MALIEN',  
S'ETAIT INDIGNEE, DEBUT AOUT, DE LA MISE EN CAUSE PAR LES AUTORITES  
IVOIRIENNES DE RESSORTISSANTS MALIENS DANS LES EVENEMENTS  
D'AGBOVILLE, LES 23 ET 24 JUILLET 2005 (CF TD BAMAKO 641).

DEPUIS, LA PRESSE MALIENNE REPREND EPISODIQUEMENT DANS SES  
PAGES INTERIEURES, SANS ANALYSES SPECIFIQUES OU COMMENTAIRES, LES  
DEPECHEES FACTUELLES DES AGENCES INTERNATIONALES DE PRESSE.

LES DERNIERES DECISIONS DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE  
L'UNION AFRICAINE ET DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, SONT  
EXPOSEES DE FACON NEUTRE ET FACTUELLE, COMME LE MONTRENT LES TITRES  
UTILISES :

- 'APPLAUDIE PAR LE CAMP PRESIDENTIEL, LA RECENTE DECISION DU  
CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'UNION AFRICAINE EST CRITIQUEE PAR  
L'OPPOSITION IVOIRIENNE' ('LE REPUBLICAIN' DU 13 OCTOBRE)..
- 'LE CONSEIL DE SECURITE A APPROUVE LA PROPOSITION DU CPS DE  
L'UNION AFRICAINE DE MAINTENIR EN FONCTIONS LE PRESIDENT GBAGBO POUR  
UNE PERIODE N'EXCEDANT PAS UN AN' ('L'ESSOR' DU 17 OCTOBRE).
- 'COTE D'IVOIRE : LA REBELLION REVENDIQUE LA PRIMATURE'  
('L'ESSOR' DU 19 OCTOBRE)..
- 'L'OPPOSITION MANIFESTE DANS LES RUES' ('L'ESSOR' DU 31  
OCTOBRE)..

CES TITRES SOBRES TRANCHENT AVEC LE TON HABITUELLEMENT  
POLEMIQUE UTILISE PAR LES JOURNAUX LOCAUX LORSQU'IL S'AGIT DU  
TRAITEMENT DE LA POLITIQUE INTERIEURE DU PAYS.

=== SCEPTICISME SUR UNE EVOLUTION FAVORABLE, OU DEFIANCE A L'EGARD DE  
GBAGBO, SONT DES SENTIMENTS QUI APPARAISSENT EPISODIQUEMENT ===

C'EST AINSI QUE DANS UNE RUBRIQUE INTITULEE 'LIGNE  
D'ACTUALITE', LE QUOTIDIEN NATIONAL 'L'ESSOR' ESTIME QUE 'LA  
RESOLUTION 1633, ADOPTEE A L'UNANIMITE, SEMBLE BIEN DIFFICILE A  
APPLIQUER', COMPTE TENU 'DES REACTIONS DE LA CLASSE POLITIQUE  
IVOIRIENNE...EXTREMEMENT RESERVEES', AU LENDEMAIN DES DECISIONS DU

CPS. DE MEME, POURSUIT-IL, ''LA DESIGNATION D'UN PREMIER MINISTRE DE CONSENSUS POUR ASSURER LA TRANSITION POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE APRES LE 30 OCTOBRE, S'ANNONCE DIFFICILE''.

POUR SA PART, LE JOURNAL SATIRIQUE ''LE CANARD DECHAINE'' (9 NOVEMBRE) EXPRIME, DANS UN STYLE QUI LUI EST PROPRE, SA DEFIANCE VIS-A-VIS DU PRESIDENT IVOIRIEN, SOUS LE TITRE : ''LAURENT GBAGEO SE VEUT MAITRE DU JEU POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE''. L'ARTICLE EST ILLUSTRÉ D'UN DESSIN FAISANT DIRE A LAURENT GBAGEO : ''ONU, UA ET CONSORTS, JE M'EN BALANCE''.

=== LA SUSPENSION DU GENERAL PONCET ===

BIEN QU'ELLE NE DONNE LIEU A AUCUN COMMENTAIRE QUI LEUR SOIT PROPRE, LA SUSPENSION DU GENERAL PONCET A SURPRIS LES JOURNAUX, SI L'ON EN CROIT LE NOMBRE DE DEPECHEES D'AGENCES (AFP, REUTERS, AP) REPRISES PAR LA PRESSE MALIENNE.

''MENSONGES AUTOUR D'UN DECES SUSPECT'', ''ENQUETE SUR LE DECES D'UN JEUNE IVOIRIEN : LE GENERAL HENRI PONCET SUSPENDU'', ''LA LEGITIME DEFENSE ECARTEE DANS L'AFFAIRE DU CIVIL IVOIRIEN TUE'', TITRENT LES JOURNAUX.

=== COMMENTAIRE ===

VOULANT CONJURER LES RISQUES D'UNE EXTENSION REGIONALE DE LA CRISE IVOIRIENNE A LAQUELLE IL EST EXPOSE AU PREMIER CHEF, LE MALI ET SON PRESIDENT ONT ADOPTE UNE ATTITUDE FAITE DE PRUDENCE, DE DISCRETION ET DE NEUTRALITE.

IL EN RESULTE, DE LA PART DE LA PRESSE MALIENNE, UNE APPARENTE INDIFFERENCE QUI A, AU MOINS, LE MERITE DE NE PAS ECHAUFFER LES ESPRITS DANS UN PAYS OU LA STABILITE POLITIQUE EST REMARQUABLE ET NECESSAIRE POUR LUI PERMETTRE DE FAIRE FACE AUX DEFIS DE LA PAUVRETE.